

Points

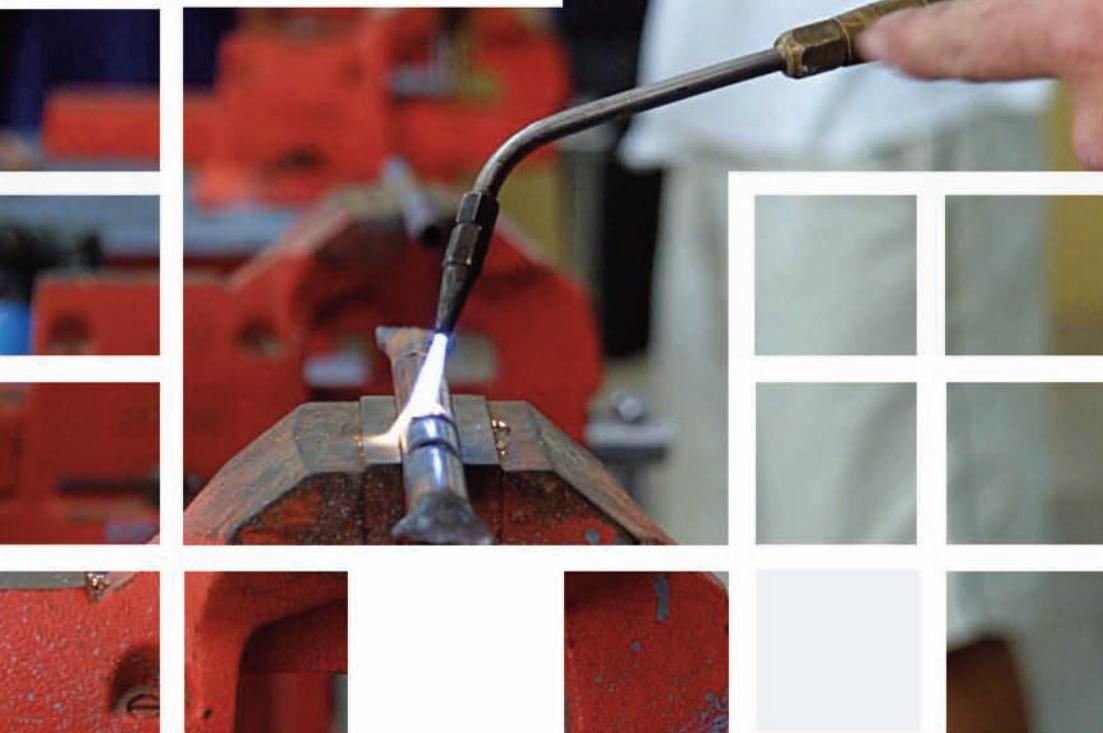
forts

02

De la Polynésie française

BILAN

**EMPLOI
2012**



CINQUIÈME ANNÉE DE BAISSE DE L'EMPLOI

Avec 1 650 emplois en moins en 2012, ce sont 8 300 emplois déclarés à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) qui ont été perdus ces cinq dernières années. Cependant, les suppressions d'emploi diminuent (- 2,6 % en 2012) après des baisses de 3 % et 2,9 % respectivement en 2010 et 2011. Les effectifs de décembre 2012 (61 500 emplois salariés) retrouvent ainsi le niveau de l'année 2002. La masse salariale repasse pour la première fois depuis cinq ans sous les 200 milliards de F.CFP.



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



EMPLOI SALARIÉ AU 31/12 SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ								
	A n n é e						Variation annuelle	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011	moyenne 2012/2007
Unité :	n o m b r e						%	%
Primaire	2 511	1 934	1 669	1 796	1 757	1 764	0,4	- 6,8
Industrie	5 417	5 367	5 159	5 094	5 027	4 730	- 5,9	- 2,7
dont : Industrie manufacturière	4 404	4 310	4 069	3 972	3 911	3 624	- 7,3	- 3,8
Construction	6 450	5 847	5 559	5 107	4 754	4 390	- 7,7	- 7,4
Tertiaire marchand	35 916	35 785	35 522	34 530	33 462	33 068	- 1,2	- 1,6
dont : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles	10 426	10 212	9 968	9 793	9 559	9 401	- 1,7	- 2,0
dont : Transports et entreposage	6 045	6 005	5 915	5 781	5 673	5 520	- 2,7	- 1,8
dont : Hébergement et restauration	7 499	7 278	7 066	6 763	6 668	6 505	- 2,4	- 2,8
Tertiaire non marchand	19 494	19 189	19 069	18 465	18 090	17 510	- 3,2	- 2,1
dont : Administration publique	15 443	15 077	14 925	14 314	14 038	13 460	- 4,1	- 2,7
dont : Enseignement, Santé humaine et action sociale	4 051	4 112	4 144	4 151	4 052	4 050	0,0	0,0
Total emploi salarié	69 788	68 122	66 978	64 992	63 090	61 462	- 2,6	- 2,5

Sources : CPS, ISPF

Sur un an, l'emploi diminue de 2,6 %, recul moins marqué que celui des années 2010 et 2011 (- 3 % et - 2,9 % respectivement). Les effectifs de 2012 sont semblables à ceux de l'année 2002.

Les hommes demeurent majoritaires, mais leur part baisse régulièrement. En 2012, les femmes occupent 44,6 % des emplois.

La baisse de l'emploi en 2012 est particulièrement importante dans les secteurs de la construction (- 7,7 %) et de l'industrie (- 5,9 %). Les effectifs du gros œuvre diminuent de 18 % en 2012, ceux du second œuvre de 2 %, alors que l'emploi dans les travaux publics progresse de 5 %. La baisse de l'activité et la fermeture d'entreprises ont fortement affecté les effectifs dans les activités de production d'éléments à destination de la construction (charpentes, structures métalliques, pièces en béton), de construction de bateaux de plaisance et d'articles de joaillerie et bijouterie ces cinq dernières années.

Les effectifs dans le secteur primaire se stabilisent sur les trois dernières années. Depuis cinq ans, l'emploi dans la perliculture a été divisé par deux (1 000 emplois salariés en 2012).

La diminution de 600 emplois en 2012 dans le secteur tertiaire non marchand est exclusivement due à l'administration publique. Les effectifs déclarés par l'État à la CPS se réduisent de 11 % et ceux de la Polynésie et des communes baissent de 2,6 %. Sur cinq ans, 2 000 emplois ont été supprimés dans l'administration publique.

L'emploi salarié dans le secteur marchand du tertiaire s'est moins replié en 2012 (- 1,2 %) que les deux années précédentes (- 2,8 % et - 3,1 % en 2010 et 2011 respectivement). Dans le commerce, la vente et les services de réparation de véhicules sont particulièrement touchés. Les commerces de détail en magasins spécialisés (informatique, meubles, presse et livres, habillement, bijouterie) sont plus durement touchés que les grandes surfaces généralistes.

L'arrivée de nouveaux opérateurs dans les secteurs des communications sans fil permet à cette activité de voir ses effectifs progresser. De même, l'externalisation des activités d'hébergement et de traitements de données informatiques, des activités juridiques et comptables se poursuit ; ces services deviennent de plus en plus complexes et réglementaires.

La progression des effectifs de la production et distribution d'énergie et des secteurs de sécurité privée et de nettoyage industriel marque le pas, après une croissance importante ces dernières années.

LES CRÉATIONS D'EMPLOYEURS NE COMPENSENT PAS LES PERTES D'EMPLOI

En 2012, le nombre d'établissements employeurs a diminué de 200 après une perte de 170 unités entre 2010 et 2011. Depuis 2007, le taux de cessation d'employeurs est en progression continue alors que le nombre de nouveaux employeurs reste relativement stable. Bien qu'en légère augmentation en 2012, les créations d'emploi au sein des nouveaux établissements ne permettent pas de compenser la perte d'emploi. Les nouveaux employeurs ont recruté 2 510 personnes alors que les entreprises qui disparaissaient en ont licencié 2 860, soit un solde négatif de 350 emplois. Parmi les employeurs présents en 2011 et 2012 (82 % des établissements), le nombre d'emplois baisse de 2,1 %, proportion légèrement moins élevée qu'en 2010 et 2011.

Les employeurs de la construction demeurent les plus fragiles, trois sur dix n'ont plus de salariés après un an et 20 % sont des nouveaux employeurs. Parmi eux, se trouvent des entreprises de constructions individuelles créées uniquement pour la construction d'une seule maison. Les effectifs des employeurs pérennes de la construction sont stables entre 2011 et 2012.

EMPLOI SALARIÉ AU 31/12 ET ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS						
	A n n é e					
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Unité :	n o m b r e					
Nombre établissement employeurs au 31/12	6 894	6 906	6 849	6 995	6 830	6 651
Emplois au 31/12	69 788	68 122	66 978	64 992	63 090	61 462
Disparition employeurs		- 1 058	- 1 084	- 1 135	- 1 274	- 1 248
Taux de cessation employeurs		15,3 %	15,7 %	16,6 %	18,2 %	18,3 %
Emploi cessation employeurs		- 5 646	- 4 354	- 3 051	- 2 772	- 2 857
Nouveaux employeurs		1 070	1 027	1 149	1 109	1 069
Taux de création employeurs		15,5 %	14,9 %	16,8 %	15,9 %	15,7 %
Emploi nouveaux employeurs		5 565	3 716	2 524	2 360	2 509
Nombre employeurs présents en n et n-1		5 836	5 822	5 846	5 721	5 582
Évolution emploi employeurs présents n et n-1		- 1 585	- 506	- 1 459	- 1 490	- 1 280

Sources : CPS, ISPF

LES PETITES ENTREPRISES PLUS TOUCHÉES QUE LES GROSSES STRUCTURES

En 2012, la baisse de l'emploi ne concerne que les entreprises de moins de 10 salariés (- 600 emplois) et les entreprises de 50 à 249 salariés (- 1 200 emplois). Les plus grosses structures (plus de 250 salariés) ont maintenu leurs effectifs après cinq années de baisse.

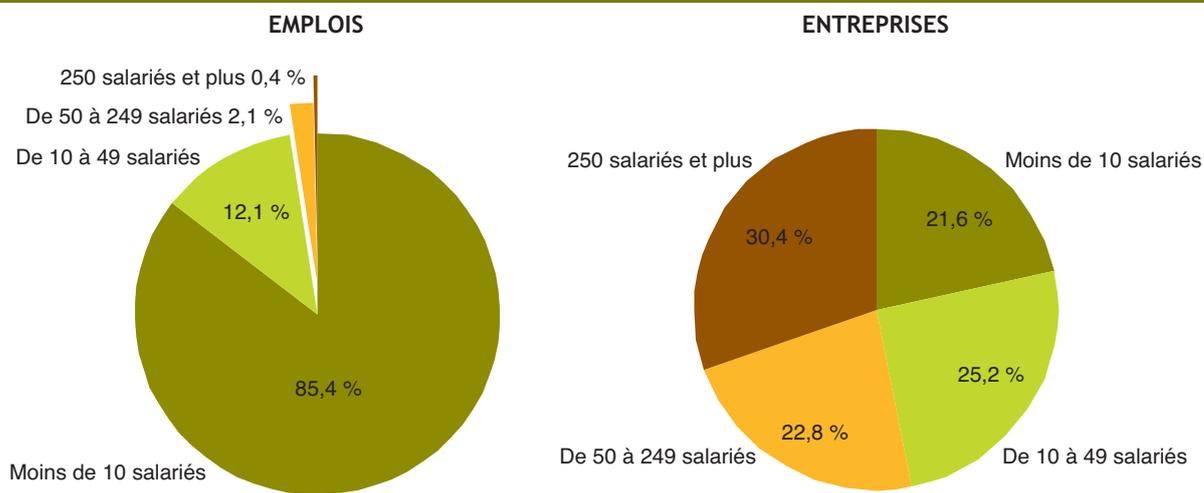
Les entreprises de taille réduite (moins de 10 salariés) demeurent les plus nombreuses alors qu'elles n'emploient que 22 % des salariés. Seuls 24 employeurs salarient plus de 250 personnes en décembre 2012 concentrant 30 % des emplois salariés ; les huit plus grosses structures emploient 18 % des effectifs.

Neuf salariés sur dix dans le secteur primaire, 80 % dans le commerce et 70 % dans la construction sont employés par des entreprises de moins de 50 salariés. A contrario, la moitié des salariés du transport et de l'entreposage et du tertiaire non marchand travaillent dans des structures de plus de 250 salariés.

EMPLOI SALARIÉ AU 31/12 SELON LE NOMBRE DE SALARIÉS DES ENTREPRISES								
	A n n é e						Évolution annuelle	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011	moyenne 2012/2007
Unité :	n o m b r e						%	%
Moins de 10 salariés	14 495	14 642	14 667	14 205	13 887	13 301	- 4,2	- 1,7
De 10 à 49 salariés	17 353	16 607	16 226	16 084	15 369	15 501	0,9	- 2,2
De 50 à 249 salariés	16 821	16 295	16 191	15 132	15 153	13 993	- 7,7	- 3,6
250 salariés et plus	21 119	20 578	19 894	19 571	18 681	18 667	- 0,1	- 2,4
Total général	69 788	68 122	66 978	64 992	63 090	61 462	- 2,6	- 2,5

Sources : CPS, ISPF

RÉPARTITION DES EMPLOIS ET DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE



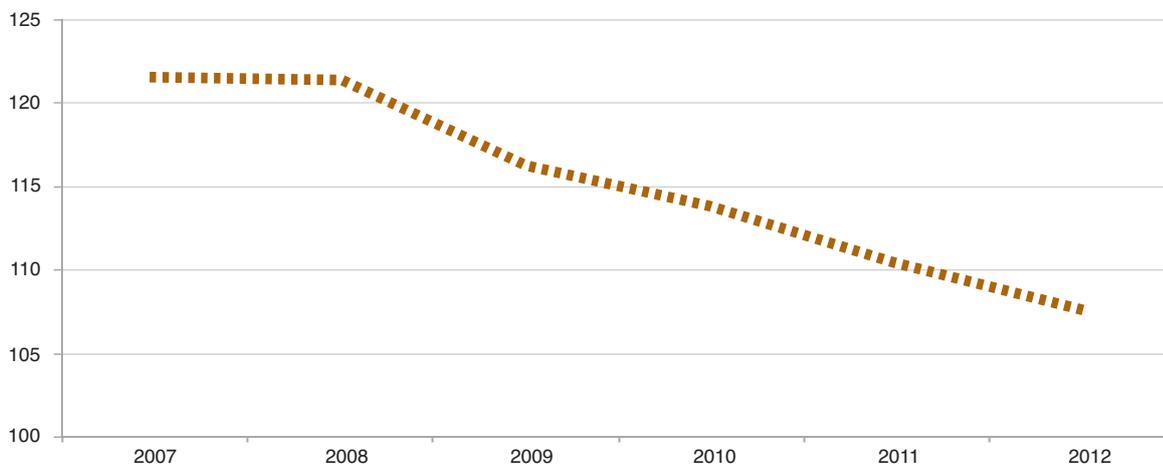
Sources : SEFI, ISPF

LA DURÉE MOYENNE DU TRAVAIL DIMINUE RÉGULIÈREMENT

La durée moyenne mensuelle de travail continue de décroître pour atteindre 145,5 heures en 2012 (145,9 heures en 2011). Sur cinq ans, le volume d'heures déclaré diminue de 2,4 % en moyenne annuelle.

Depuis 2007, la proportion de personnes travaillant à temps partiel (moins de 169 heures mensuellement) continue de s'accroître tandis que celle des personnes à temps plein se réduit. De même, de moins en moins de salariés effectuent des heures supplémentaires (10 % en 2012). Les inégalités de durée de travail persistent : quatre femmes sur dix travaillent à temps partiel contre 30 % des hommes. Les hommes sont deux fois plus nombreux à réaliser des heures supplémentaires. Dans le secteur de la production et distribution d'énergie, d'eau et de gestion des déchets, quatre salariés sur dix effectuent des heures supplémentaires alors que 10 % travaillent moins de 169 heures par mois. En revanche, la moitié des effectifs de la construction ou de l'hôtellerie restauration travaillent à temps partiel.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES (EN MILLIONS D'HEURES)



Sources : CPS, ISPF

EFFECTIF MOYEN ANNUEL PAR TRANCHE HORAIRE ET SEXE

	A n n é e						Évolution annuelle	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011	moyenne 2012/2007
Unité :	n o m b r e						%	%
Homme	39 283	38 999	37 414	36 528	35 198	34 128	- 3,0	- 2,8
Moins de 169 heures	11 594	11 619	11 574	11 295	10 919	10 624	- 2,7	- 1,7
169 heures	22 232	21 592	20 788	20 390	19 694	18 996	- 3,5	- 3,1
Plus de 169 heures	5 458	5 788	5 052	4 843	4 585	4 508	- 1,7	- 3,8
Femme	29 210	29 328	29 152	28 102	27 859	27 457	- 1,4	- 1,2
Moins de 169 heures	10 620	10 761	11 512	10 867	10 862	10 744	- 1,1	0,2
169 heures	16 489	16 405	15 721	15 389	15 200	14 955	- 1,6	- 1,9
Plus de 169 heures	2 101	2 163	1 919	1 846	1 796	1 758	- 2,1	- 3,5
Total emploi salarié	68 493	68 328	66 566	64 630	63 057	61 584	- 2,3	- 2,1
Moins de 169 heures	22 214	22 380	23 086	22 162	21 781	21 368	- 1,9	- 0,8
169 heures	38 720	37 997	36 510	35 779	34 895	33 951	- 2,7	- 2,6
Plus de 169 heures	7 559	7 951	6 971	6 689	6 381	6 266	- 1,8	- 3,7

Sources : CPS, ISPF

LE SALAIRE MOYEN EN LÉGÈRE PROGRESSION

Le salaire moyen pour 145,5 heures travaillées est de 269 500 F.CFP, en augmentation de 0,8 % sur un an. Il correspondait à un salaire net de 236 000 F.CFP au 31 décembre 2012.

Le nombre d'emplois équivalents temps plein est en baisse de 2,6 % en 2012 pour se situer à 53 000 postes. Le salaire brut moyen équivalent temps plein progresse de 1,1 % en 2012 ; il se situe à 313 000 F.CFP. Les salaires des secteurs primaire, de l'industrie et de la construction augmentent de 3,7 %, 1,9 % et 1,6 % respectivement alors que les rémunérations des salariés du secteur tertiaire tant marchand que non marchand sont revalorisées de 0,8 %. Dans le commerce et la réparation automobile, le salaire moyen équivalent temps plein est stable à 271 000 F.CFP brut en 2012.

Le pouvoir d'achat des salariés se dégrade pour la troisième année consécutive ; l'inflation moyenne annuelle en 2012 atteint + 1,2 %.

La médiane des salaires en 2012 progresse de 1,0 %. La moitié des salariés gagnent moins de 204 000 F.CFP en 2012 contre 202 000 F.CFP en 2011. Un quart des salariés gagnent moins de 150 000 F.CFP et un autre quart plus de 340 500 F.CFP.

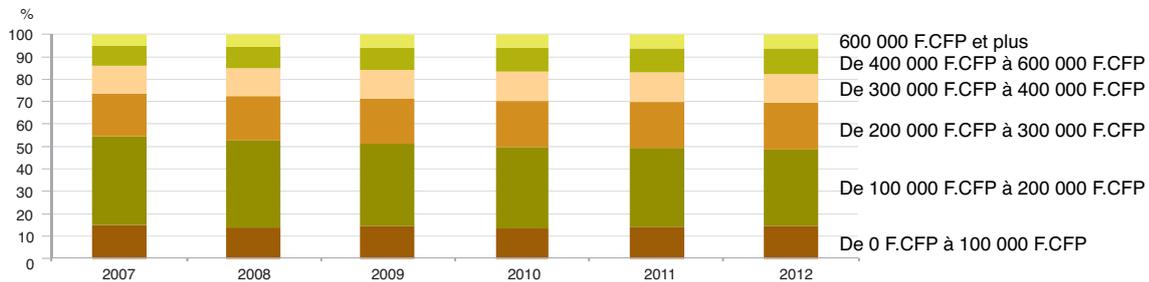
L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes se réduit peu depuis 2008. De 5,9 % en 2008, il est désormais de 5,5 % toujours au profit des hommes. Les femmes gagnent en moyenne 303 500 F.CFP (en équivalent temps plein) contre 320 200 F.CFP pour les hommes. L'écart relatif, fortement marqué dans le secteur privé, s'y est réduit d'un point en quatre ans ; les hommes y gagnent en moyenne 11 % de plus que les femmes. En revanche, dans le secteur public où les femmes ont un salaire moyen plus élevé, l'écart s'est accru de 2 % en 2012. Les secteurs financiers et d'assurance, des activités scientifiques et techniques et de la santé humaine et action sociale demeurent les plus inégalitaires avec des rémunérations des femmes inférieures de plus d'un tiers à celles versées aux hommes.

La proportion de salariés gagnant moins de 200 000 F.CFP brut par mois continue de reculer pour atteindre 49 % (54 % en 2007), tandis que la part de ceux gagnant plus de 600 000 F.CFP croît régulièrement (6 %).

SALAIRE MOYEN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ								
	Année						Variation annuelle	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011	moyenne 2012/2007
Unité :	Francs CFP						%	%
Primaire	175 015	184 302	188 824	191 610	191 587	198 652	3,7	2,6
Industrie	261 831	280 554	295 133	298 519	305 303	311 135	1,9	3,5
dont : Industrie manufacturière	242 716	256 912	266 578	270 250	276 831	281 802	1,8	3,0
Construction	201 276	212 585	222 268	226 142	228 133	231 838	1,6	2,9
Tertiaire marchand	263 748	288 512	296 017	299 953	300 061	302 465	0,8	2,8
dont : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles	239 627	262 684	266 610	269 173	271 124	271 312	0,1	2,5
dont : Transports et entreposage	348 504	393 300	400 191	402 975	400 918	403 167	0,6	3,0
dont : Hébergement et restauration	205 461	217 785	228 584	235 101	232 787	239 411	2,8	3,1
Tertiaire non marchand	319 798	340 934	345 879	350 064	356 854	359 539	0,8	2,4
dont : Administration publique	315 455	332 429	336 760	341 336	347 629	349 623	0,6	2,1
dont : Enseignement, Santé humaine et action sociale	337 281	374 098	381 648	383 455	390 359	396 139	1,5	3,3
Total salaire moyen	271 072	292 773	302 638	306 898	309 753	313 072	1,1	2,9

Sources : CPS, ISPF

RÉPARTITION DES EFFECTIFS SALARIÉS MOYENS PAR TRANCHE DE SALAIRE



Sources : CPS, ISPF

LA MASSE SALARIALE REPASSE SOUS LES 200 MILLIARDS F.CFP

La masse salariale en 2012 repasse sous les 200 milliards F.CFP. Depuis 2008, la masse salariale a diminué de 5 % soit dix milliards de salaires versés en moins. L'administration publique diminue sa masse salariale de 600 millions F.CFP en 2012, le secteur de la construction de 800 millions F.CFP et le commerce de 400 millions F.CFP. Les entreprises de plus de 250 salariés sont les seules à maintenir leur masse salariale constante. La masse salariale dédiée aux salaires de moins de 200 000 F.CFP est la plus affectée et diminue de 4 % en 2012 comme en moyenne annuelle depuis 2007.

L'augmentation du salaire moyen équivalent temps plein (+ 1,1 %) ne compense pas la diminution des effectifs (- 2,6 %) et de l'horaire moyen mensuel (- 0,3 %) ce qui explique la perte de masse salariale en 2012.

MASSE SALARIALE ANNUELLE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

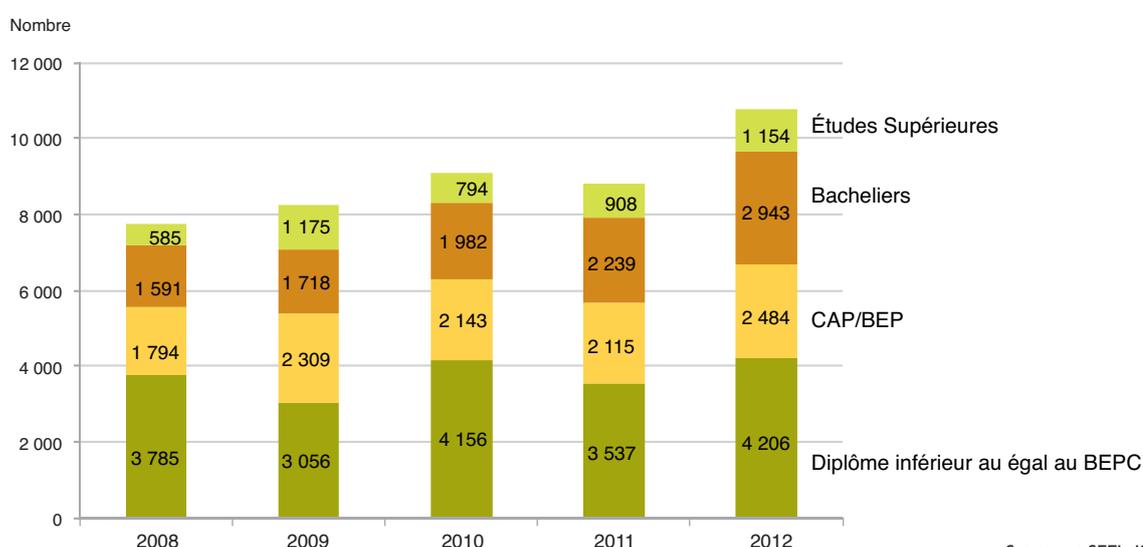
	Année						Variation annuelle	
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011	moyenne 2012/2007
Unité :	millions de Francs CFP						%	%
Primaire	4 536	4 288	2 920	3 041	3 077	3 252	5,7	- 6,4
Industrie	15 811	17 478	17 347	17 044	17 143	16 573	- 3,3	0,9
dont : Industrie manufacturière	11 891	12 864	12 293	11 875	11 945	11 370	- 4,8	- 0,9
Construction	13 429	13 886	12 928	12 152	11 618	10 779	- 7,2	- 4,3
Tertiaire marchand	93 526	103 386	101 738	101 481	98 628	97 591	- 1,1	0,9
dont : Commerce, Réparation d'automobiles et de motos	26 627	29 221	28 465	28 253	27 497	27 086	- 1,5	0,3
dont : Transports et entreposage	20 977	24 123	23 805	23 763	22 879	22 640	- 1,0	1,5
dont : Hébergement et restauration	15 349	16 224	15 503	15 358	15 073	15 298	1,5	- 0,1
Tertiaire non marchand	67 610	71 144	73 195	72 966	71 901	70 996	- 1,3	1,0
dont : Administration publique	53 424	55 211	56 788	56 405	54 920	54 321	- 1,1	0,3
dont : Enseignement, Santé humaine et action sociale	14 187	15 934	16 407	16 562	16 981	16 675	- 1,8	3,3
Total masse salariale	194 913	210 182	208 126	206 684	202 368	199 190	- 1,6	0,4

Sources : CPS, ISPF

UN REGAIN D'OFFRES INSUFFISANT POUR AMÉLIORER LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le **marché du travail** reste mal orienté malgré un sursaut de 50 % (+ 3 500) des offres d'emploi de toutes natures en 2012. Les demandes d'emploi progressent relativement moins vite (+ 20 %, + 5 000) permettant aux demandeurs d'être légèrement moins nombreux face à une offre de toutes natures, soit 3 en 2012 contre 4 en 2011. Pour les offres d'emploi normal, ce ratio passe de 12 à 9 demandes. Ce sont en moyenne 10 800 demandeurs d'emploi qui recherchaient un emploi à chaque fin de mois en 2012, correspondant à 25 500 demandeurs distincts, et confrontés à 10 800 propositions d'emploi et de formation (dont 3 800 offres d'emploi normal). Le nombre de propositions d'emploi demeure ainsi largement insuffisant pour absorber, d'une part les chômeurs, d'autre part les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

DEMANDEURS D'EMPLOIS EN FIN DE MOIS PAR NIVEAU SCOLAIRE



Sources : SEFI, ISPF

Avec 3 800 **offres d'emploi normal** (+ 60 %), l'année 2012 a bénéficié d'opérations exceptionnelles comme le recensement de la population qui a offert 800 postes (en CDD), faisant de l'administration le premier pourvoyeur d'emploi. Dans le secteur privé, les hôtels et restaurants demeurent les premiers offreurs avec 500 postes en 2012 (+ 10 %), suivis par le commerce (400 postes, + 45 %). Les activités du secteur primaire (agriculture, perle et pêche) ont proposé 280 postes (+ 21 %), suivies de près par les activités spécialisées, scientifiques et techniques (260 postes, + 10 %) et les activités de services administratifs et de soutien (222 postes, + 83 %). Enfin, le secteur de la construction, premier offreur du territoire jusqu'en 2006 avec environ 800 postes offerts par an, n'a proposé que 200 postes en 2012, soit une nouvelle baisse annuelle (- 20 %), la septième consécutive.

Concernant les domaines de formation requis, les métiers relatifs aux sciences économiques (économie, gestion, comptabilité, finances) ont bénéficié de quatre fois plus d'offres qu'en 2011, soit 1 100 postes offerts. La hausse a été de 70 % pour les métiers relatifs au commerce (390 postes).

Les offres d'emploi en CDD demeurent majoritaires en 2012 (56 % des offres normales) et les offres de contrats pour patentés sont en forte hausse (255 postes, + 160 %) au détriment des CDI (37 % de l'offre contre 41 % en 2010 et 2011). Pour 80 % d'entre eux, les postes offerts visent à remplacer un salarié, 20 % seulement sont des créations de postes, ce qui confirme la tendance observée depuis cinq ans.

Après une baisse en 2011, le nombre de **demandeurs d'emploi** est à nouveau en hausse en 2012 (+ 23 %) ; ils étaient en moyenne 10 800 à chercher un travail à chaque fin de mois. Les demandeurs inscrits depuis moins de trois mois sont les plus nombreux (7 450, + 15 %), mais le nombre de demandeurs inscrits depuis plus d'un an augmente le plus ; ils sont trois fois plus nombreux qu'en 2011 (550). Suivant les diplômes, les plus fortes progressions se retrouvent chez les bacheliers et les étudiants (respectivement + 31 % et + 27 %).

1 650

Les effectifs déclarés à la CPS ont diminué de 1 650 de décembre 2011 à décembre 2012.



ÉVOLUTION DES OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI AU SEFI DE 2007 A 2012

	A n n é e						Variation annuelle
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012/2011
Unité :	n o m b r e						%
I. OFFRES D'EMPLOI	7 474	6 349	5 830	6 432	4 737	6 939	46
dont : Offres d'emploi normal	3 800	3 618	2 633	2 833	2 367	3 774	59
Offres d'emploi aidé (secteur marchand)	3 674	2 731	3 197	3 599	2 370	3 165	34
dont : 1. Contrats en entreprise	730	829	1 058	1 308	1 197	1 408	18
Offres CED	664	747	745	678	538	685	27
Offres APP	12	11	9	8	11	48	336
Offres CTH	54	71	36	569	602	643	7
Offres CRE	-	-	268	53	46	32	- 30
2. Stages en entreprise	2 580	1 779	2 054	2 259	1 154	1 737	51
Offres CPIA	1 919	1 387	1 510	1 744	677	1 266	87
Offres SIE	355	192	292	247	209	188	- 10
Offres STH	306	200	252	268	268	283	6
3. Aides à la création d'entreprise	364	123	85	32	19	20	5
Offres ICRA	364	123	85	32	19	20	5
II. OFFRES DE STAGE DE FORMATION	4 230	2 016	1 881	1 636	1 277	1 174	- 8
dont : Demandeurs	1 162	1 376	1 016	1 578	1 130	994	- 12
Accompagnements (CPIA, CDL, STH, APP)	366	281	782	25	130	166	28
Formation et Accompagnements ICRA	901	299	83	33	17	14	- 18
III. OFFRES D'INSERTION (secteur non marchand)	2 915	1 780	1 771	3 279	1 217	2 661	119
dont : Offres de stages CPIA	2 003	1 388	1 771	2 840	855	1 439	68
Offres de stages CDL	912	392	0	439	362	1 222	238
OFFRES D'EMPLOI DE TOUTES NATURES (I+II+III)	14 619	10 145	9 482	11 347	7 231	10 774	49

Sources : SEFI, ISPF

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF